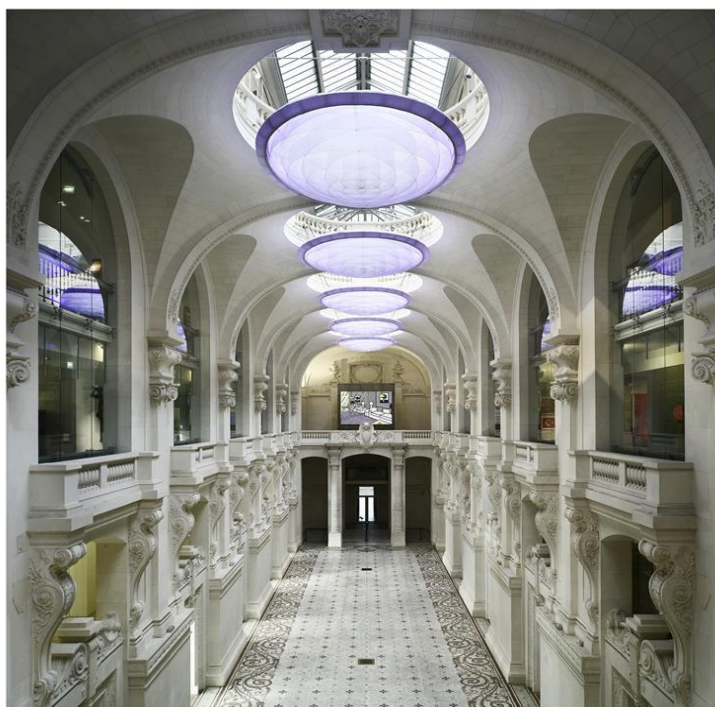


Procédure formalisée
Appel d'offres restreint



PRESTATIONS DE SERVICES DE SURETE ET DE GARDIENNAGE DES EXPOSITIONS DES ARTS DECORATIFS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP N°2025_0001



Les Arts Décoratifs 2008, photographie : Luc Boegly.

Pouvoir adjudicateur :
Les Arts Décoratifs
107 Rue de Rivoli
75001 Paris

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 – Forme de la consultation	4
1.3 - Allotissement	4
1.4 - Tranches	4
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADR	5
ARTICLE 3 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	6
3.1 - Répartition des paiements	6
3.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes	6
3.2.1 - MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	6
3.2.2 - CARACTÉRISTIQUE DES PRIX PRATIQUÉS	6
3.3 - Variation dans les prix	6
3.3.1 - TYPE DE VARIATION DES PRIX	6
3.3.2 - MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	7
3.3.3 – MODALITÉS DE RÉVISION	7
3.3.4 - APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE	7
3.3.5 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	7
3.4 - Paiement des sous-traitants	7
3.4.1 - DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS D'ACCORD-CADRE	7
3.5 – Modalités et délais de règlement	7
3.5.1 – MODALITÉS DE REGLEMENT	7
3.5.2 – MODALITÉ DE FACTURATION	8
3.5.3 – DÉLAIS DE RÈGLEMENT	8
ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	8
4.1 – Durée de l'accord-cadre	8
4.2 - Modalités d'émission des bons de commande et d'exécution des prestations	9
4.3 - Pénalités et retenues	9
4.3.1 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ACCORD-CADRE	9
4.3.2 – PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ	10
ARTICLE 5 – MATERIELS - EQUIPEMENTS	10
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
6.1. Dispositions générales	11

6.2 – Interlocuteur dédié	11
6.3 – Désignation des agents – effectifs mis en place.....	12
6.4 – Reprise des personnels.....	13
6.5. Travailleurs étrangers	13
6.6. Travailleurs d’aptitudes physiques restreintes.....	13
6.7. Liste nominative du personnel	13
6.8. Visites médicales	13
6.9. Vêtements de travail.....	14
6.10 – Comportement du personnel	14
6.11. Formation du personnel	14
6.12. Accès aux locaux et équipements	14
6.13. Service minimal en cas d’arrêt de travail	15
6.14. Vidéoprotection des bâtiments	15
ARTICLE 7 – VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS	15
7.1. Vérifications des prestations	15
7.2 Réunions ponctuelles à la demande du pouvoir adjudicateur	15
ARTICLE 8 – MARCHES DE PRESTATNS SIMILAIRES	15
ARTICLE 9 – EVOLUTIONS DU PERIMETRE DU CONTRAT – CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
ARTICLE 10 – ASSURANCE.....	16
ARTICLE 11– RESILIATION.....	16
ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES.....	17
ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG FCS 2021	17

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet de l'Accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les prestations suivantes :

PRESTATIONS DE SERVICES DE SURETE ET DE GARDIENNAGE DES EXPOSITIONS DU MUSEE DES ARTS DECORATIFS

La description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de l'accord-cadre.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des sites concernés par l'Accord-cadre et de toutes les contraintes et sujétions, prévisibles lors de l'établissement de son offre.

Ainsi, le Titulaire s'engage en toute connaissance de cause, après avoir visité les lieux et pris contact avec les services du Pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées au règlement de la consultation.

1.2 – Forme de la consultation

L'Accord-cadre est passé selon une procédure formalisée, d'appel d'offres restreint. Cette procédure est soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-6 à R.2161-9 du Code de la commande publique.

1.3 - Allotissement

Compte tenu de la nature des prestations, l'Accord-cadre n'est pas décomposé en lot. L'allotissement aurait pour effet de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.4 - Tranches

L'Accord-cadre n'est pas décomposé en tranche.

1.5 – Lieu d'exécution

Les prestations pourront être exécutées sur l'ensemble des sites de l'institution :

- Musée Rivoli 107 rue de Rivoli 75001 Paris
- Musée Nissim de Camondo ,63 rue Monceau 75008 Paris (*Les prestations sur ce site débiteront à partir de la deuxième année de l'Accord-cadre, en cas de reconduction*).
- Ecole Camondo 266 boulevard Raspail 75014 Paris
- Tout autre site du musée des arts décoratifs nécessitant le besoin de surveillance

1.6 – Forme du contrat

Il s'agit d'un Accord-cadre mono-attributaire sans montant minimum avec un montant maximum pour sa durée totale d'exécution.

En effet, le montant maximum de l'Accord-cadre et pour l'ensemble des prestations s'élève à montant maximum de 8 000 000 € HT (Huit millions d'euros hors taxes) pour la durée globale de l'Accord-Cadre (reconductions éventuelles comprises). Il est entendu que ce montant constitue un maximum et n'engage nullement le Pouvoir adjudicateur quant à une commande ou une dépense globale de ce montant.

En application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique, le présent Accord-cadre est mixte avec une partie forfaitaire et une partie qui sera exécutée par la conclusion de bons de commande en fonction de la survenance des besoins.

1.7 – Confidentialité

Le Titulaire a une obligation de confidentialité.

Les parties qui, à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'Accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'Accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire.

1.8 – Unité monétaire

L'unité monétaire de l'Accord-cadre est l'euro (€).

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADR

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces constitutives de l'Accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) de l'Accord-cadre,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- L'offre de prix composée d'une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et d'un Bordereau des Prix Unitaires (BPU) – *Le Devis Quantitatif et estimatif (DQE) n'est pas contractuel.*
- Les bons de commande émis en application de l'Accord-cadre.
- Le CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG FCS 2021) ;
- Le mémoire technique du Titulaire (sur la base du cadre de réponse technique).

N.B. : ce document constitue des engagements unilatéraux de la part du Titulaire vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

Les exemplaires conservés par le Musée des Arts Décoratifs font seuls foi en cas de litiges.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de ses prestations, d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution de l'Accord-cadre, et notamment, sans que la liste ne soit exhaustive :

- le code de sécurité intérieure
- la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure
- le décret n°2014-1253 du 27 octobre 2014 relatif aux dispositions de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure
- le décret 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au CNAPS.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité, le Titulaire est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation applicable.

Les pièces contractuelles désignées ci-avant qui constituent l'Accord-cadre sont complémentaires et forment un tout, toutefois il est précisé que en cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces, ce sont les indications ou stipulations de la pièce citée en premier dans la liste ci-dessus qui priment sur les autres.

ARTICLE 3 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses cotraitants ou sous-traitants éventuels.

3.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il ne pourra par conséquent, arguer d'aucune imprécision pour réclamer un quelconque supplément à son offre. L'offre de prix de l'Accord-cadre s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement incluses dans les prestations de sa spécialité.

3.2.1 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais liés aux déplacements des agents jusqu'au lieu d'exécution de la prestation et aux déplacements des référents du Titulaire pour assister aux réunions, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

3.2.2 - CARACTERISTIQUE DES PRIX PRATIQUES

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires aux quantités effectivement réalisées.

3.3 - Variation dans les prix

3.3.1 - TYPE DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes et définitifs. Toutefois, ils sont révisables à la date anniversaire du démarrage des prestations de l'Accord-cadre, à la demande du Titulaire, d'un mois avant la date anniversaire, par lettre recommandée ou par messagerie électronique avec accusé de réception. Aucune révision ne sera acceptée si cette procédure n'est pas respectée.

3.3.2 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les prix du présent Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

3.3.3 – MODALITES DE REVISION

La révision des prix sera calculée au moyen de la formule suivante :

$$Pa = P \times 0,15 + 0,85 (Im-3 / I0)$$

Dans laquelle :

Pa = prix révisé.

P = prix en vigueur.

I0 : index du mois d'établissement des prix.

Im-3 : dernière valeur connue par l'index au moment de la transmission de la demande

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée non compris transports de fonds – Base 2021, publié trimestriellement au bulletin de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant « 010766602 ».

3.3.4 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des sommes versées au Titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

3.3.5 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier pour motif d'intérêt général l'Accord-cadre dès lors que la révision des prix entraîne une augmentation de plus de 3% des prix initiaux.

3.4 - Paiement des sous-traitants

3.4.1 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS D'ACCORD-CADRE

L'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance. Il doit pour cela dûment renseigné la dernière version du formulaire DC4 mis à disposition par la Direction des affaires juridique.

3.5 – Modalités et délais de règlement

3.5.1 – MODALITES DE REGLEMENT

Les prestations faisant l'objet de bons de commandes sont réglées à la validation du service fait par le Pouvoir adjudicateur.

Les prestations relevant de la partie forfaitaire font l'objet d'une facturation conforme aux termes contractuels, qui seront réglées mensuellement, à terme échu et son montant est égal au 1/12^{ème} du montant forfaitaire annuel. Toutefois, en cas de non-exécution totale ou partielle de certaines prestations incluses dans cette partie forfaitaire, une réfaction proportionnelle sera appliquée sur la facture correspondante.

Le montant de la réfaction sera calculé en fonction de la valeur des prestations non réalisées, sur la base des prix unitaires du marché ou, à défaut, selon une répartition équitable déterminée par le Pouvoir adjudicateur.

Cette réfaction sera appliquée automatiquement et ne remettra pas en cause l'obligation du

Titulaire d'exécuter l'ensemble des prestations conformément aux dispositions contractuelles.

En outre, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités, conformément aux dispositions contractuelles, en cas de manquement aux obligations du Titulaire. Ces pénalités viennent s'ajouter à la déduction mentionnée ci-dessus et seront calculées selon les modalités définies dans le présent Accord-cadre.

3.5.2 – MODALITE DE FACTURATION

Les factures seront adressées, de façon dématérialisée à l'adresse suivante : comptabilite.fournisseurs@madparis.fr avec copie à nathalie.suret@madparis.fr

Les factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'Accord-cadre,
- Le numéro du bon de commande pour la partie à commande,
- Le nom et adresse du Titulaire,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le détail des prestations exécutées,
- La date d'exécution des prestations,
- Le montant HT des prestations exécutées,
- Le taux et montant de la TVA,
- Le montant total des prestations exécutées.

Toute facture non conforme sera retournée et il ne sera pas tenu compte du retard apporté, de ce fait, pour son règlement.

3.5.3 – DELAIS DE REGLEMENT

Les sommes dues en exécution de l'Accord-cadre seront payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le Pouvoir adjudicateur sous réserve de sa validation

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir adjudicateur de toute modification de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 – Durée de l'Accord-cadre

En application de l'article L2125-1 du code de la commande publique, la durée totale de l'Accord-cadre ne pourra excéder quatre ans.

L'Accord-cadre prend effet à compter du 04 septembre 2025 (ou de sa date de notification si elle est postérieure) pour une durée d'une année renouvelable trois fois par période d'un an par tacite reconduction soit quatre ans maximum.

Le Titulaire ne pourra pas refuser une éventuelle reconduction.

En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois avant la fin de l'Accord-cadre.

Le Titulaire pourra être amené à exécuter concomitamment des prestations émanant de

plusieurs bons de commandes.

4.2 - Modalités d'émission des bons de commande et d'exécution des prestations

L'Accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commandes pour la partie à commande.

Ceux-ci sont envoyés au Titulaire par tout moyen permettant au Titulaire d'en accuser réception.

Le Pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, émettre des bons de commande rectificatifs venant modifier le contenu de bons de commande précédemment émis en fonction de ses besoins, sans que le Titulaire ne puisse élever de quelconque réclamation.

Le Pouvoir adjudicateur pourra émettre des bons de commande pour la mobilisation de personnel supplémentaire en fonction de ses besoins ponctuels (événements spécifiques, période estivale...). Le Titulaire devra assurer en permanence l'exécution de toutes les prestations commandées.

Les bons de commande comprendront :

- La référence du présent Accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation du service/site destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- La signature d'ordonnateur ou de son représentant habilité
- L'adresse de facturation.

Les prestations et leurs modalités d'exécution faisant l'objet des bons de commande sont définies dans le CCTP de l'Accord-cadre.

4.3 - Pénalités et retenues

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du manquement par le Pouvoir adjudicateur et seront déduite de la facturation à venir. Dans le cas de l'impossibilité de le faire, le montant des pénalités sera facturé au Titulaire de l'Accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS le montant total des pénalités ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché.

4.3.1 – PENALITES POUR NON RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ACCORD-CADRE

Niveau A : Manquement impactant directement la sécurité des personnes et des biens :

- Postes non pourvus dans les délais impartis
- Non-remplacement d'une absence/Remplacement tardif
- Abandon de poste
- Rondes de surveillance non réalisées ou partiellement exécutées
- Non-respect d'une consigne de sécurité

- Intervention non conforme aux procédures en cas d'incident grave
- Absence de consultation des consignes établies sur la main courante

Niveau B : Manquements influant fortement sur la qualité des prestations

- Retard à la prise de poste
- Non-respect d'une consigne spécifique
- Formation au poste occupée non réalisée
- Absence de passage du responsable et des éventuels contrôleurs qualité
- Présence non justifiée d'un agent sur le site
- Outils de communication défectueux ou insuffisant
- Saisie inexacte ou absente sur la main courante ou non établissement d'un rapport d'incident

Niveau C : Manquements fragilisant le niveau de qualité et de fiabilité des prestations

- Manque ou absence des fournitures ou équipements des agents (uniforme, lecteur de pointe...)
- Comportements inadaptés des agents (ex. : somnoler ou dormir au poste de travail...)
- Non-respect des conditions d'affectation des agents
- Non-actualisation du registre des personnels de sécurité affectés à la réalisation des prestations
- Non-respect de la date d'installation des équipements et matériels par le Titulaire de l'Accord-cadre

Niveau de la pénalité	Montant de la pénalité en €	Modalité de calcul
A	500 €	Par constat sans mise en demeure préalable
B	250 €	Par constat sans mise en demeure préalable
C	125 €	Par constat sans mise en demeure préalable

4.3.2 – PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à la loi du 17 mai 2011 relative à la lutte contre le travail dissimulé, en cas de constatation de travail dissimulé en cours d'exécution, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité à hauteur de 7% du montant annuel forfaitaire estimé de l'Accord-cadre dans un premier temps, et de résilier l'Accord-cadre aux torts du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG, au cas où l'entreprise n'a pas régularisé sa situation suite à la mise en demeure adressée par le Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 – MATERIELS - EQUIPEMENTS

Il appartient au Titulaire de l'Accord-cadre de pourvoir à ses frais à la dotation et au maintien en parfait état des matériels et équipements nécessaires à la réalisation des prestations et décrits notamment au CCTP de l'Accord-cadre et dans l'offre technique du Titulaire.

Les moyens matériels ou logiciels à la charge du Titulaire doivent être mis intégralement en place au plus tard huit jours calendaires à compter du démarrage des prestations (04 septembre 2025).

Le renouvellement ou le remplacement de ces matériels et équipements est à la charge du Titulaire de l'Accord-cadre.

Si un équipement ou matériel mis à disposition du Titulaire est endommagé ou détruit, ou si un local mis à sa disposition est dégradé du fait d'une personne intervenant pour le compte du Titulaire dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, un constat écrit établi par le Pouvoir adjudicateur sera notifié au Titulaire qui sera alors tenu de remplacer ou de remettre en état le bien concerné ou d'en rembourser la valeur à la date du sinistre ou le montant des frais nécessaires à sa remise en état.

L'usage des matériels et des équipements au sein des locaux du Pouvoir adjudicateur ne pourra se faire que dans le strict respect du cadre d'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Dispositions générales

Les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés du Titulaire.

Le Titulaire est notamment responsable :

- Des problèmes d'horaires et d'effectifs
- Du respect de la législation du travail, notamment en ce qui concerne la durée du travail, les repos hebdomadaires, les heures supplémentaires, les congés annuels ou autres,
- Des déclarations d'accident de trajet ou de travail qui peuvent survenir à ses agents à l'occasion de la réalisation des prestations prévues à l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires en cas de grève ou perturbation des transports en commun afin que son personnel soit présent sur le site aux heures normales de prise de service.

Le Titulaire a une **obligation de résultat** ; il s'engage à exécuter les prestations conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur. Les produits, matériels et techniques utilisés doivent être adaptés à la spécificité des prestations demandées et être conformes à la législation actuelle sur la pollution, la sécurité et la prévention des incendies etc.

6.2 – Interlocuteur dédié

Le Titulaire désigne un interlocuteur unique pour le Pouvoir adjudicateur qui sera en charge de traiter tous les sujets liés à l'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit obligatoirement affecter un agent à la supervision de l'exécution des prestations. Cet interlocuteur dédié devra notamment se rendre aux éventuelles convocations du Pouvoir adjudicateur pour des réunions spécifiques liées à la revue des conditions d'exécution des prestations.

Dans le cas où l'interlocuteur dédié désigné par le Titulaire ne serait plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire devra :

- En aviser sans délai le Pouvoir adjudicateur ;
- Proposer un remplaçant dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date

d'indisponibilité de l'interlocuteur dédié initial.

La proposition du Titulaire est réputée acceptée si le Pouvoir adjudicateur n'a pas refusé la proposition dans un délai de quinze jours à compter de sa réception. L'éventuel refus du Pouvoir adjudicateur sera notifiée par écrit au Titulaire et motivé.

En cas de défaut de remplacement de l'interlocuteur dédié par le Titulaire ou de propositions répétées de remplaçants non qualifié, le Pouvoir adjudicateur pourra procéder à la résiliation de l'Accord-cadre pour faute du Titulaire.

Le correspondant qualifié du pouvoir adjudicateur pour les relations avec le Titulaire est :

Gino Anoumantou, Responsable du Service Sécurité/Sureté

Tel : 01 44 55 59 71 / 06 07 37 04 03

Courriel : gino.anoumantou@madparis.fr

6.3 – Désignation des agents – effectifs mis en place

Les effectifs et profils des agents mis en place doivent correspondre à la proposition technique du Titulaire.

Le Titulaire fournit un registre des personnels de sécurité affectés à la réalisation des prestations. Pour tout nouveau personnel affecté, le Titulaire actualise ce registre, au plus tard à la prise de fonction du nouveau personnel.

Avant tout remplacement ou ajout de nouveau personnel, la Titulaire devra faire valider le profil proposé par le Pouvoir adjudicateur. A ce titre, le Titulaire doit fournir au représentant du Pouvoir adjudicateur, au plus tard trois jours ouvrés avant la prise de fonction du nouveau personnel un dossier individuel comprenant :

Pour les agents SSIAP :

- Une fiche (avec photo d'identité récente) comprenant les qualifications de l'agent et son affectation sur le site
- Une photocopie de la carte d'identité française (recto/verso), passeport ou carte de séjour de l'agent. Ces justificatifs doivent être en cours de validité.
- Pour les agents de catégorie SSIAP, un certificat médical conforme à l'annexe VII de l'arrêté du 2 mai 2005, relatifs aux missions à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public. Ce certificat doit attester de l'aptitude physique de l'agent.
- Une photocopie de la carte professionnelle.
- Attestation d'habilitation en adéquation avec le poste occupé (SSIAP 1 / 2, Sauveteur du travail ou compétence premiers secours en équipe niveau 1 (PSE1) ou équivalent.
- Une attestation de formation initiale délivrée par un centre agréé de formation.

Pour les agents de prévention et de sécurité :

- Une fiche (avec photo d'identité récente) comprenant les qualifications de l'agent et son affectation sur le site
- Une photocopie de la carte d'identité française (recto/verso), passeport ou carte de séjour de l'agent. Ces justificatifs doivent être en cours de validité.
- Une photocopie de la carte professionnelle.
- Attestation d'habilitation en adéquation avec le poste occupé (Sauveteur du travail ou compétence premiers secours en équipe niveau 1 (PSE1) ou équivalent.
- Une attestation de formation initiale délivrée par un centre agréé de formation.

6.4 – Reprise des personnels

Le Titulaire applique à ses agents la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, étendue par arrêté du 25 juillet 1985 et l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel. Les éléments salariaux les concernant figurent dans le fichier « Situation des personnels en place » annexé au CCTP.

Le Titulaire s'engage à reprendre à la date d'effet de l'Accord-cadre les personnels du Titulaire précédemment en place, sauf refus de leur part et conformément aux termes de la convention collective en vigueur.

En fin d'Accord-cadre, le Titulaire sortant communique au Pouvoir adjudicateur, à la date demandée par celui-ci, les éléments essentiels à la présentation d'une offre satisfaisante par les candidats dans le cadre d'une remise en concurrence de l'Accord-cadre. Cela concerne en particulier les informations indispensables à la reprise des personnels affectés au site par un nouveau Titulaire.

Le Pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine de la réalisation de ces données, sa responsabilité ne saurait être engagée en cas de mentions erronées.

6.5. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

6.6. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

6.7. Liste nominative du personnel

Le Titulaire devra fournir au Pouvoir adjudicateur la liste nominative des employés et leur qualification dans les huit (8) jours ouvrés à dater de la notification du marché sous peine de pénalités prévues à l'article 4.3.1 du présent CCAP. Cette liste sera tenue à jour mensuellement.

Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront éventuellement exigés pour la circulation de ce personnel dans certains locaux. En effet, le Pouvoir adjudicateur peut interdire l'accès des locaux au personnel au sujet duquel elle n'a pas les renseignements ci-dessus. Mais le Titulaire ne peut se prévaloir de cette interdiction pour justifier la non-exécution de la prestation.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat au personnel ne faisant pas partie de la liste.

6.8. Visites médicales

Le Titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai.

Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin de travail sur leur

aptitude physique seront consignées par le Titulaire sur un registre spécial mis à la disposition des sites concernés.

6.9. Vêtements de travail

Le personnel du Titulaire devra porter l'uniforme et détenir l'équipement prévu à l'article 4.2 du CCTP. Dans le respect de cette obligation, une tenue soignée est exigée à chaque prise de service afin d'entretenir l'image de marque du Musée.

En outre, tous les agents affectés à la réalisation des prestations, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter, en permanence, un badge spécifique de leur fonction.

6.10 – Comportement du personnel

Les agents du Titulaire de l'Accord-cadre doivent faire preuve en toutes circonstances d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis du MAD, de ses personnels et des tiers. Il est rappelé que le Titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit.

Le Titulaire s'engage à faire respecter par son personnel les consignes relatives au site du Pouvoir adjudicateur et à interdire notamment :

- De pénétrer dans les locaux en état d'ivresse ou sous l'influence de drogues
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque au sein des locaux ou à proximité des locaux
- De tenir des réunions
- De se faire aider dans l'exécution des prestations par une personne étrangère à l'entreprise Titulaire ou non expressément désignée comme agent intervenant sur le site par l'entreprise Titulaire
- De récupérer pour son compte ou celui de tiers, tout matériel document ou papier, même semblant avoir été laissé à l'abandon.

6.11. Formation du personnel

Le Titulaire fournit les indications relatives aux actions de formation réalisées au cours de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre ce plan de formation pendant la durée de l'accord-cadre. Il pourra si nécessaire être actualisé pendant la durée de l'Accord-cadre.

Un récapitulatif annuel des formations réalisées est transmis au Pouvoir adjudicateur au début de chaque année d'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

L'ensemble des agents intervenant dans le cadre des prestations de l'Accord-cadre doit avoir suivi les formations adéquates au poste occupées et les maintenir à jour de recyclage le cas échéant.

6.12. Accès aux locaux et équipements

Le Pouvoir adjudicateur dotera le Titulaire de clés ou badges, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol de clés ou badges, le Titulaire avisera aussitôt le Pouvoir adjudicateur des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une

facturation au Titulaire, au tarif en vigueur. Selon les cas, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire changer les serrures concernées au frais du Titulaire. Au terme du marché, le Titulaire sera tenu de restituer l'ensemble des clés, ou badges, qui lui auront été confiés.

6.13. Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail non prévisible de son personnel, le Titulaire sera tenu d'assurer des prestations minimales, indispensables au maintien de la sécurité.

Ce service minimal ne saurait durer plus d'une journée ouvrée. Si ce fait se répétait plus de trois fois par an, le Pouvoir adjudicateur pourrait pratiquer alors une réfaction sur le montant de la dernière facture mensuelle.

6.14. Vidéoprotection des bâtiments

Le Titulaire est informé que des images de son personnel, présent dans le bâtiment du Pouvoir adjudicateur ou dans ses environs, pourront être enregistrées par le système de vidéo protection mis en place dans les bâtiments du musée des arts décoratifs, sur son parvis ainsi que sur ses terrasses.

Les enregistrements sont conservés par le Pouvoir adjudicateur pour une durée inférieure ou égale à un mois, sauf procédure judiciaire en cours.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Liberté », le personnel du Titulaire pourra accéder aux enregistrements le concernant en s'adressant au Responsable de la sécurité/ Sureté du musée des arts décoratifs.

ARTICLE 7 – VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS

7.1. Vérifications des prestations

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux stipulations du chapitre 27 du CCAG-FCS.

7.2 Réunions ponctuelles à la demande du pouvoir adjudicateur

Afin de s'engager dans une démarche d'amélioration constante de la qualité, le Pouvoir adjudicateur pourra provoquer périodiquement une rencontre avec le Titulaire du marché. Cette réunion permettra d'examiner les éventuels dysfonctionnements dans la mise en œuvre, la réalisation et/ou la qualité des prestations.

ARTICLE 8 – MARCHES DE PRESTATNS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – EVOLUTIONS DU PERIMETRE DU CONTRAT – CLAUSE DE REEXAMEN

Pendant toute la durée de l'Accord-cadre, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le volume des prestations, suite notamment, à une augmentation ou une diminution

des surfaces, une extension ou une modification des installations ou à une variation du nombre d'occupants.

Cette modification du périmètre interviendra sous la forme d'un avenant à l'Accord-cadre. Le Titulaire s'engage à appliquer les mêmes bases tarifaires que celles de l'Accord initial pour le calcul des évolutions.

ARTICLE 10 – ASSURANCE

Le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur, dans les plus brefs délais, une attestation de sa compagnie d'assurances prouvant l'existence et la validité d'une police d'assurance responsabilité civile professionnelle s'appliquant à ses activités. Cette dernière est destinée à couvrir sa responsabilité civile autre que décennale en application des articles 1240 et suivants du Code Civil, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris au Pouvoir Adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif ou non, du fait des missions en cours de réalisation ou après leur réception.

Au titre de sa responsabilité civile professionnelle, le Titulaire devra respecter les dispositions prévues ci-après :

- Le Titulaire, dont la responsabilité peut être engagée, doit être en mesure de justifier, à la signature du présent Accord-cadre, qu'il a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité le couvrant pour toute opération objet du présent Accord-cadre ;
- Le Titulaire doit adresser son attestation au Pouvoir Adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de l'Accord-cadre. Sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ;
- Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire compléter les garanties et d'exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel plafond de garantie par catégorie de risque ;
- Le Titulaire doit être autorisé, par ses assureurs, à communiquer son contrat d'assurance au Pouvoir Adjudicateur à la demande de ce dernier, et à lui faire connaître les modifications, suspensions, ou cessations des effets éventuels dudit contrat.

ARTICLE 11– RESILIATION

Seules les stipulations des articles 38 à 45 du C.C.A.G.-FCS complétées par le présent CCAP, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements remis à l'appui de la candidature du Titulaire ou de refus de sa part de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il pourra être fait application d'une résiliation pour faute du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, des conditions de résiliation suivantes.

En cas de résiliation pour faute du Titulaire, le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire percevra

à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 % par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, le Pouvoir adjudicateur peut également résilier l'Accord-cadre pour événements liés à l'Accord-cadre ou difficulté d'exécution (refus de paiement de pénalités, non-conformité aux normes...).

En cas de résiliation pour faute du Titulaire, le Pouvoir adjudicateur aura la possibilité de prononcer cette résiliation aux frais et risques du Titulaire de l'Accord-cadre.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent Accord-cadre, les Parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux Parties.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Toutefois, si au terme d'un délai de trente (30) jours à compter du démarrage de la procédure de règlement amiable, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle désignée ci- après.

Tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent Accord-cadre sera soumis au tribunal judiciaire de Paris(*) exclusivement compétent, y compris en cas de pluralité de parties ou d'appel en garantie.

(*) Tribunal judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris, 75 859 PARIS Cedex 17

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG FCS 2021

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG FCS 2021
2	4
3.3.5 et 12	42
4.3	14
11	41